

Henryk Jabłoński

LES PRINCIPAUX GROUPES POLITIQUES DE LA SOCIÉTÉ POLONAISE AU TOURNANT DE 1918 ET 1919 *

I. ÉTAT BOURGEOIS OU LA RÉVOLUTION?

1. La révolution de février et la chute du tsarisme exercent une grande influence sur l'aspect international du problème polonais et entraînent des modifications au sein des différents camps politiques polonais. D'autres changements, beaucoup plus essentiels, apportés à son tour la Révolution d'Octobre, mais le schéma fondamental des groupes politiques de la société polonaise¹ ne varie pas jusqu'en automne

* La deuxième partie de cette étude sera publiée dans le tome suivant de notre revue.

¹ Sans compter les petits groupes politiques, sans importance en pratique, ni ceux ayant un caractère local, les partis politiques dans le Royaume de Pologne se présentaient en 1918 de la manière suivante:

I. le Club Politique des Partis — groupant les partis favorables à l'Entente, à savoir:

1. le Parti de la Politique Réaliste — dirigeants: comte Henryk Potocki, Leonard Tallen-Wilczewski, Zygmunt Leszczyński, W. Marczewski et, à Paris, Erazm Piltz;

2. le Parti National-Démocrate — dirigeants: Józef Świeżyński, Antoni Rząd, Henryk Radziszewski, ainsi qu'à Paris plusieurs éminents militants avec, à leur tête, Roman Dmowski;

3. l'Union de l'Indépendance Economique — dirigeants: Andrzej Wierzbicki, Henryk Grohman, Stanisław Brun, Bolesław Herse;

4. le Parti Polonais Progressiste — dirigeants: Henryk Konic, Aleksander de Rosset, Emil Świda;

5. l'Union Nationale — dirigeants: Antoni Marylski-Łuszczewski, Eugeniusz Krasuski, Witold Staniszkis;

6. le Parti Démocrate-Chrétien — dirigeants: abbé Michał Godlewski, Stanisław Nowodworski, Szczepan Jeleński;

Plusieurs militants indépendants, tels que Zygmunt Chrzanowski, Bolesław Koskowski, etc. étaient parfois définis comme: «Groupe du Kurier Warszawski».

1918, lorsque la débâcle des puissances centrales ne fait plus de doute et que se dessine la possibilité de transformations fondamentales sur les territoires polonais. Les changements politiques qui s'opèrent alors, agissent sur toutes les fractions de l'opinion publique et la situation générale qui se transforme très rapidement, décide dans une grande mesure de l'influence variable exercée par les différents groupes, avec cette restriction cependant que le conflit essentiel reste le même, conflit opposant deux camps nettement hostiles. On peut résumer ce conflit le plus succinctement en posant la question suivante:

II. le Bloc National — dirigeants: le prince Stefan Lubomirski, Leonard Bobiński.

III. l'Union pour l'Édification de l'État Polonais, soutenant le Conseil de Régence:

1. le Parti National — dirigeants: comte Wojciech Rostworowski, Józef Targowski, Antoni Łuniewski, Eustachy Korwin-Szymanowski;

2. la Ligue de l'État Polonais — dirigeants: Rafał Radziwiłłowicz, Zygmunt Chmielewski, Stanisław Garlicki, Gustaw Simon, Stefan Dziewulski;

3. le Centre National — comprenant les partisans les plus zélés des puissances centrales — dirigeants: le prince Maciej Radziwiłł, le comte Adam Ronikier, le comte Józef del Campo, Alfons Parczewski;

4. le Parti Démocrate Polonais — dirigeants: Feliks Młynarski, Iza Moszczeńska-Rzepecka, Ludwik Kulczycki;

5. le groupe des militants indépendants (dit « groupe des professeurs »): Franciszek Pułaski, Marceł Handelsman, Zygmunt Brudziński, Józef Mikułowski-Pomorski.

IV. le Club des Partisans de l'État Polonais, autrement dit le Parti de l'État, groupant des « activistes » extrêmes, partisans de l'Allemagne — dirigeants: Władysław Studnicki, Ludwik Grużewski, Zygmunt Makowiecki.

V. Les Activistes Modérés:

1. La Fédération Populiste — dirigeants: Jan Dąbski, Henryk Wyrzykowski, abbé Wacław Bliziński;

2. la Ligue Nationale des Ouvriers — dirigeants: Tadeusz Kupczyński, Edmund Bernatowicz, Władysław Malangiewicz.

VI. la Commission d'Entente des Partis Démocrates du Royaume de Pologne:

1. l'Alliance des Partis Démocrates — dirigeants: Stanisław Patek, Franciszek Paschalski, Eugeniusz Śmiarowski, Jan Rogowicz;

2. le Parti de l'Indépendance Nationale — presque tous ses plus éminents militants n'ont quitté le Parti Socialiste Polonais qu'au cours de la guerre, par exemple: Tadeusz Szpotański, Artur Śliwiński, Wacław Sieroszewski, Bolesław Czarkowski;

3. le Parti Populiste Polonais « Wyzwolenie » — dirigeants: Stanisław Thugutt, Juliusz Poniatowski, Tomasz Nocznicki, Błażej Stolarski, Irena Kosmowska;

4. le Parti Socialiste Polonais (dit: Fraction Révolutionnaire) — dirigeants: Tomasz Arciszewski, Feliks Perl, Norbert Barlicki, Bronisław Ziemięcki, Marian Malinowski, Mieczysław Niedziałkowski.

édification d'un Etat polonais bourgeois ou révolution sociale? Ainsi, déjà au cours de la guerre, les intérêts de classe divisent en Pologne les forces politiques organisées et, au moment où cette guerre prend fin, leurs divergences d'opinions se dessinent d'une manière particulièrement nette face à la possibilité de se mesurer dans une lutte qui devait décider du sort de la nation polonaise.

Cependant, il convient de faire ici une restriction sans laquelle il n'est pas possible de poursuivre ces réflexions: si nous affirmons ici que ce sont les « forces politiques organisées » qui étaient divisées, et si nous

VII. la Gauche Ouvrière:

1. la Social-Démocratie du Royaume et de la Lituanie — dirigeants: Adolf Warski-Warszawski, Franciszek Fiedler, Szczepan Rybacki, Adolf Piotrowski, Władysław Kowalski, ainsi que de nombreux militants émigrés;

2. le Parti Socialiste Polonais-fraction de gauche — dirigeants: Maria Koszutska-Kostrzewa, Maksymilian Horwitz-Walecki, Józef Ciszewski, Stefan Królikowski, Henryk Bitner.

En Galicie, la situation se présentait de la manière suivante:

I. les Conservateurs:

1. le Parti de la Droite Nationale (« Conservateurs de Cracovie », « Stańczycy »), groupant les partisans les plus conséquents des Habsbourg — dirigeants: Michał Bobrzyński, Władysław Leopold Jaworski, comte Zdzisław Tarnowski, comte Adam Tarnowski, baron Goetz-Okocimski, baron Jan Konopka, comte August Wodzicki;

2. les Autonomistes (conservateurs de la Galicie orientale, « Podolacy ») — dirigeants: Dr Leon Piniński, comte Agenor Gołuchowski, prince Andrzej Lubomirski, Dawid Abrahamowicz;

3. le Centre (fraction des « Podolacy ») rapproché du clergé supérieur, divisé en 1918 en deux groupes: a) proche des conservateurs de Cracovie et des autonomistes — dirigeants: comte Jan Potocki et comte August Krasicki; b) rapproché de la démocratie nationale — dirigeant: prince Witold Czartoryski.

II. les Démocrates Nationaux, pro-alliés:

1. le Parti Démocrate-National (ce parti, avec le parti « catholique-populaire » constituait, à la Diète de Galicie — l'« Union Populiste Nationale ») — dirigeants: Stanisław Głabiński, comte Aleksander Skarbek et plusieurs éminents militants émigrés avec, à leur tête, Stanisław Grabski et Jan Rozwadowski;

2. l'Union Nationale — dirigeants: Stefan Surzyński, Tadeusz Cieński, Stanisław Kasznica.

III. les Démocrates:

1. le Parti Démocrate Polonais — dirigeants: Konstancy Srokowski, baron Roger Bataglia, Adolf Gross, Adam Dobrzyński, E. Bandrowski;

2. le Groupe Bourgeois-Démocrate — dirigeants: Juliusz Leo, Józef Sare, Józef Neuman;

3. le Parti Démocrate-Progressiste (dissout vers la fin de la guerre) — Władysław Sikorski, qui ne s'occupait alors que des questions militaires, en était le militant le plus éminent. Stanisław Sliwiński séjournait dans le Royaume où il déployait son activité dans le Parti de l'Indépendance Nationale.

ne le disons pas de la « société polonaise », c'est surtout pour souligner que dans la conscience des fractions importantes de cette société, la divergence d'opinions pouvait se présenter, et se présentait différemment. Les opinions opposées qui divisent une société objectivement et la manière subjective dont cette société s'en rend compte, ont de l'importance dans chaque période historique, mais cette importance s'accroît particulièrement dans les moments décisifs et nous devons les prendre continuellement en considération lorsque nous examinons le rapport des forces politiques.

Ces opinions différentes qui, comme nous venons de le mentionner, divisaient les forces politiques polonaises en deux camps opposés, n'empêchaient pas l'opinion publique de chacun de ces camps d'être également divisée. Il n'est pas nécessaire d'avoir recours à une longue

IV. les Populistes:

1. le Parti Populiste « Piast » (avec le Parti Démocrate-National et l'Union Nationale il constituait l'« Union des Partis ») — dirigeants: Wincenty Witos, Władysław Długosz, Włodzimierz Tetmajer, Jakub Bojko;

2. le Parti Populiste — fraction de gauche — dirigeants: Jan Stapiński, Józef Putek, Józef Bochenek.

V. le Parti Social-Démocrate Polonais de Galicie et de Silésie — dirigeants: Ignacy Daszyński, Herman Diamond, Jędrzej Moraczewski, Zygmunt Klemensowicz.

En Pologne prussienne, le Conseil Civique Central (jusqu'à la moitié de l'année 1918: Comité Clandestin des Partis), était la force politique la plus importante de la société polonaise. L'abbé Stanisław Adamski en était le dirigeant et Adam Poszwiński — le secrétaire. Les partis suivants lui étaient subordonnés:

1. le Parti National-Démocrate, groupe principal de ce bloc — dirigeants: Władysław Seyda, Wojciech Korfanty, Czesław Meissner, abbé Tadeusz Styczyński, Wojciech Trąpczyński. Marian Seyda, le plus éminent militant de ce parti, vivait à l'étranger;

2. le Centre Civique — dirigeant: Władysław Grabski;

3. le Parti Bourgeois-National — dirigeants: Ignacy Thomas, Kazimierz Krajna;

4. le Parti Populiste National — dirigeants: l'abbé Antoni Ludwiczak, Juliusz Trzcziński;

5. le Parti National des Ouvriers — dirigeants: Zenon Lewandowski, Wojciech Fiołka, Mikołaj Nader, Jan Frąckowiak.

En outre, à côté des cercles conservateurs extrêmes, peu nombreux mais exerçant une grande influence, les partis politiques suivants déployaient leur activité sur ces territoires:

1. le Parti Socialiste Polonais de la Pologne Prussienne, ne jouissant d'une certaine influence qu'en Silésie;

2. un petit groupe « activiste », organisé en 1917 et déployant son activité le plus souvent comme le Parti d'Action Nationale, n'a jamais joué un rôle important et, au mois de novembre 1918, il a tout simplement cessé d'exister.

argumentation pour démontrer que d'importantes différences de points de vue existaient, par exemple, entre le Parti National-Démocrate et le Parti Socialiste Polonais, ou entre le Parti Démocrate-Chrétien et le Parti Populiste Polonais « Wyzwolenie ». Ce sont là des choses évidentes et on pourrait leur consacrer toute une étude. Mais même alors, il ne serait pas permis d'oublier que dans les moments décisifs de l'histoire, ce sont surtout les opinions des principaux groupes qui comptent. Et il faut en définir nettement les « pour » et les « contre »².

Par exemple, si nous examinons de plus près cette partie de l'opinion publique que, vu le but principal qu'elle se fixait à l'époque, nous appellerons pour plus de facilité le côté bourgeois de la barricade, nous devons constater que ses points de vue concordaient, en principe, au sujet de ce qui était alors le plus important dans la lutte sociale³. La tendance à s'opposer aussi efficacement que possible aux forces de la révolution sociale et à édifier un Etat bourgeois — voilà les traits communs de la politique de nombreux groupes politiques dont les bases sociales, le programme et les méthodes d'action étaient différents et qui, sous d'autres rapports, étaient franchement hostiles les uns à l'égard des autres et, souvent, se combattaient âprement.

Cependant, la nouvelle situation dans laquelle s'étaient trouvés les territoires polonais, avait écarté certaines causes contribuant à diviser les groupements politiques jusqu'au mois de septembre et, partiellement, même jusqu'au mois de novembre 1918. Il est évident que le soi-disant « activisme » des groupements les plus fidèles à leur ancienne orientation, diffère, au début de l'automne 1918, de ce qu'il était quelques mois auparavant. Ainsi, par exemple, le comte Adam Ronikier, activiste zélé que le Conseil de Régence avait chargé des négociations avec l'Allemagne, veut arriver à une alliance polono-allemande dirigée contre la Russie Soviétique, mais, dans ses propositions, il exige avant tout que l'armée allemande quitte les territoires lituaniens, ruthènes, ukrainiens et polonais ce qui, d'ailleurs, lui fait sérieusement craindre un progrès des forces révolutionnaires.

² Si l'on voulait chercher une analogie, on ferait bien de prendre en considération l'exemple de l'Allemagne. Entre la droite des Junkers et les sociaux-démocrates existaient certainement de grandes différences d'opinions, mais au tournant de 1918 et 1919, ce qui avait le plus d'importance, c'est qu'en combattant la révolution, les sociaux-démocrates du type d'Ebert sauvaient les Junkers et la bourgeoisie.

³ Le définition « le côté bourgeois de la barricade » ne signifie nullement que de ce côté ne pouvait se trouver une partie importante des paysans travailleurs ou de la classe ouvrière, ni que les groupes politiques qui entraient en ligne de compte devaient conclure entre eux un pacte de non-agression. Des simplifications de ce genre contribuent uniquement à obscurcir la réalité.

L'attitude des conservateurs de Galicie se modifie d'une manière assez semblable⁴. Sous la pression de la situation générale, ces derniers sont forcés de prendre en considération la création d'un Etat polonais indépendant, composé des territoires polonais occupés jusque alors par l'Autriche, la Prusse et la Russie. Cependant, aussi longtemps qu'il est possible d'espérer que la monarchie des Habsbourg continuera d'exister, il leur est difficile de rompre les liens qui les unissent à la monarchie. C'est de là que vient leur exigence d'un compromis. Ils demandent, en effet, que la déclaration polonaise, signée le 15 octobre au Conseil d'Etat à Vienne, mentionne que les députés soussignés se considèrent aussi comme citoyens de l'Etat polonais, c'est-à-dire qu'ils n'ont pas cessé de se considérer comme citoyens autrichiens⁵.

⁴ Au début, les conservateurs refusaient de s'associer à la déclaration du 2 octobre 1918, déposée par Daszyński, Głabiński et Tertil, dans laquelle les députés polonais constataient: « Nous considérons le démembrement de la Pologne comme un acte de violence perpétré sur le peuple polonais. Nous réclamons le rétablissement d'un Etat polonais indépendant, composé de toutes les parties de la Pologne, par conséquent avec un littoral propre, et de tous les territoires habités par une population polonaise.

Nous protestons contre tout essai de considérer ou de traiter la question polonaise comme une affaire de politique intérieure d'une quelconque des puissances copartageantes. Nous rejetons toute solution unilatérale de la question polonaise et demandons que les représentants du peuple polonais prennent part au Congrès de la paix qui doit trancher la question polonaise. » (Stanislas Filasiewicz, *La question polonaise pendant la guerre mondiale*, Paris 1920, p. 541).

Les conséquences d'une telle déclaration qui menaçaient de dissolution la monarchie des Habsbourg devaient épouvanter les conservateurs. Ceux-ci espéraient que la note du 5 octobre que Burian, Ministre des Affaires Etrangères de l'Autriche-Hongrie avait adressée à Wilson pour lui proposer la paix, permettrait à la monarchie de se retirer de la guerre sans autres conséquences. Mais bientôt il fut évident que ces espoirs étaient illusoire, étant donnée la force des tendances centrifuges qui commençaient alors à se manifester. Ces tendances ne purent être freinées ni par la déclaration de Burian du 13 octobre, annonçant le règlement de la question polonaise conformément aux intérêts de la monarchie des Habsbourg, ni par le manifeste de l'empereur Charles I, du 16 octobre, annonçant la transformation de l'Autriche-Hongrie en confédération des nations, ni enfin par la nouvelle déclaration de Burian au sujet des frontières de la Pologne.

⁵ En général, une grande « modération » était caractéristique des hommes politiques polonais en Galicie. Ainsi, par exemple, le général Bolesław Roja, chef des opérations militaires de la Commission Polonaise de Liquidation, rappelle: « Nos hommes politiques de droite n'avaient pas, en général, l'intention de s'engager dans une action quelconque. En dehors de plusieurs hommes politiques du Parti Socialiste Polonais, qui „ne se contentaient pas de donner des conseils” et de plusieurs militants énergiques de la démocratie nationale, n'ayant cependant que leur propre politique en vue, il n'y a personne à qui parler... » (*Legendy i fakty [Légendes et faits]* Varsovie 1931, p. 55).

Ces différents groupements ne pouvaient résister à la dissolution de l'Autriche-Hongrie⁶ et à la révolution en Allemagne, et tous les groupes politiques polonais qui s'opposaient à la révolution sociale durent tirer les conclusions de la nouvelle situation et reconnaître la victoire des partisans de l'Entente dont le Comité National Polonais à Paris, avec à sa tête Roman Dmowski, était le porte-parole. Cependant, cela ne pouvait signifier ni que le rôle dirigeant de ce Comité serait reconnu automatiquement par tous les partis politiques qui, jusque alors, n'avaient pas été liés avec lui et, au mois d'octobre 1918, comptaient sur la victoire de l'Entente⁷, ni que les méthodes d'action dans le Royaume de Pologne auraient un caractère uniforme. Cela se rapportait aussi bien aux groupements qui n'avaient tiré des conclusions de la débâcle des puissances centrales qu'au moment où celle-ci était un fait accompli, qu'à ceux qui avaient prévu cette débâcle beaucoup plus tôt, mais n'avaient pas été sous l'influence directe du Comité de Paris. En un mot, cela signifiait que les dirigeants des différents partis ou blocs politiques devaient maintenant considérer d'une manière différente aussi bien leurs démarches auprès du camp de Dmowski en vue d'une entente, démarches que le « Convent de l'Organisation A » — centre directeur clandestin des partisans de Piłsudski — avait déjà faites en 1917, que les recommandations transmises par le Comité de Paris à ses partisans en Pologne, leur enjoignant de s'assurer la coopération des partis paysans et ouvriers⁸.

Cette dernière question est connue depuis longtemps, avant tout grâce aux mémoires de Marian Seyda, bien que ce dernier ne précise pas comment on se figurait alors cette coopération en pratique. Beaucoup plus explicites sous ce rapport sont les notes de Jan Rozwadowski du 18 mars 1918. Il y écrit, entre autres: « Le Comité National Polonais

⁶ Le 28 octobre, « Narodni Wybor » proclama l'indépendance de la Tchécoslovaquie et, le lendemain, les Yougoslaves proclamèrent celle de leur pays, ce qui fit en somme de l'Autriche un Etat à part. Ainsi, le 3 novembre 1918, jour de l'Armistice, le sort de l'Autriche-Hongrie était déjà décidé.

⁷ Il est vrai que le Comité jouissait d'une position spéciale ayant déjà été reconnu en 1917 par les Etats de l'Entente comme « organisation officielle polonaise » — car c'est ainsi que Ribot, le président du Conseil des Ministres français l'appelait dans sa lettre du 20 septembre 1917, adressée à Dmowski et Piltz (S. Filasiewicz, op. cit., p. 241). Néanmoins, le Comité ne gouvernait aucun des territoires polonais et, entretemps, des organes du pouvoir de différents genres avaient été créés sur les territoires polonais.

⁸ Le Convent de l'Organisation A est étudié en détail dans mon ouvrage *La politique du Parti Socialiste Polonais pendant la guerre de 1914—1918*, Varsovie 1958. Dans le même ouvrage, il est également question des tentatives d'accord avec le camp qui était partisan de l'Entente (p. 440). L'ouvrage contient aussi une bibliographie du sujet.

a besoin de représentants des partis de gauche et il voudrait les compter parmi ses membres. C'est très indiqué à cause de l'importance de la classe ouvrière en Occident. Le Parti Socialiste Polonais et le Parti Populiste devraient, chacun de son côté, déléguer discrètement un de leurs membres du Royaume de Pologne ou de la Galicie et, sous un prétexte quelconque, les envoyer en Suisse ou en Suède en leur recommandant d'adhérer au Comité National Polonais à Paris... » Après avoir examiné les détails de ce voyage, Rozwadowski poursuit: « Ces délégués seront admis au Comité National Polonais à condition que ce soient des gens sérieux et honnêtes, d'une discrétion à toute épreuve, dévoués à la cause nationale et ennemis déclarés des puissances centrales. Il est de la plus haute importance de donner suite à cette proposition dont la réalisation semble possible, la politique nationale de ces partis, conscients de la nécessité de l'unité nationale, étant conforme à celle du Comité National Polonais »⁹.

D'ailleurs, ce n'était pas là la seule voie permettant d'arriver à une entente. La seconde, tout aussi importante bien que moins officielle, consistait à gagner à cette cause les hommes politiques éminents pouvant influencer sur la direction donnée à la politique de leurs partis. Et si la première voie que nous avons indiquée, était très difficile à réaliser au cours de la guerre, la direction du camp qui soutenait les alliés et constituait en même temps la plus grande force de la bourgeoisie a remporté, malgré tout, d'indéniables succès en appliquant la seconde. Toutefois, il faut constater aussi que l'insuccès de l'activité en faveur d'une entente (peut-être vaudrait-il mieux dire: de l'activité de consolidation) ne portait pas atteinte, en principe, à la justesse de l'opinion déjà mentionnée, selon laquelle ce qu'on entendait par « politique nationale » du Comité National Polonais, était conforme à la politique des partis populistes et à celle du Parti Socialiste Polonais.

Au moment de la grande tension des luttes sociales, cette constatation était particulièrement importante. En effet, les formes de consolidation proposées par le Comité National Polonais, que les partis mentionnés n'avaient pu accepter au printemps 1918, devinrent, malgré les espoirs nourris des deux côtés pendant un certain temps, encore plus inacceptables lorsqu'il fut question de former les organes du pouvoir dans le nouvel État.

2. L'histoire de la création après la débâcle des puissances centrales de différents organes du pouvoir sur les territoires polonais, ne fait pas partie du thème examiné ici, d'autant plus que ce sont là en général des questions connues de tous. Il suffira donc de constater que le pré-

⁹ Ossolineum, manuscrit N° 8010/II — Documents des Rozwadowski, t. XIV.

cèdent partage des territoires polonais entre les occupants, et aussi la situation spécifique du Royaume, pouvaient provoquer, pendant la première étape, la formation de plusieurs centres du pouvoir, institués par des groupes tendant à édifier un Etat polonais bourgeois. En outre, cette question se compliquait du fait que le Conseil de Régence, qui existait dans le Royaume depuis le mois d'octobre 1917, prétendait jouer le rôle de pouvoir principal en Pologne. En raison de son origine et de sa longue dépendance des occupants, le Conseil de Régence était considéré par les nombreux milieux de l'opinion publique pas tant comme le représentant des intérêts des classes possédantes des territoires annexés autrefois par la Russie, mais uniquement comme le représentant de leur fraction « activiste ». Sur ce fait ne pouvaient influencer ni la présence au Conseil d'Etat des représentants du Club Politique des Partis (dirigé par le Parti National-Démocrate), ni les déclarations « d'indépendance » du Conseil de Régence lui-même alors que la fin de l'occupation était déjà évidente pour les partisans des puissances centrales¹⁰, ni enfin la formation par ce Conseil du gouvernement Świeżyński, partisan de l'Entente.

Cependant, la plupart des ministres de ce gouvernement tiraient des conclusions justes de cette situation en voulant, d'une part, provoquer la démission du Conseil de Régence et, d'autre part, obtenir un élargissement du cabinet en confiant des portefeuilles aux socialistes

¹⁰ Le manifeste du Conseil de Régence du 15 octobre 1918, commençait comme suit: « L'heure décisive que toute la nation attendait avec impatience, a déjà sonné.

La paix est proche et, avec elle, la réalisation des tendances jamais périmées de la nation polonaise à une indépendance complète.

A cette heure, la volonté de la nation est nettement définie et unanime.

Forts de cette volonté et en appuyant sur elle ce manifeste, nous nous basons sur les principes de paix, proclamés par le président des Etats-Unis et acceptés actuellement par le monde tout entier comme base de la nouvelle co-existence des nations.

Par rapport à la Pologne, ces principes conduisent à la création d'un Etat indépendant, englobant tous les territoires polonais avec accès à la mer, possédant l'indépendance politique et économique et aussi l'intégrité territoriale, ce qui sera garanti par les traités internationaux » (K. W. Kumaniecki, *Odbudowa państwowości polskiej* [Reconstruction de l'Etat Polonais], 1912 — janvier 1924, Varsovie — Cracovie 1924, p. 122).

Cette déclaration grandiloquente rendait un son d'autant plus étrange qu'elle était proférée par des personnes nommées à leurs postes par les occupants, mais elle n'en exprimait que mieux la situation. Une autre preuve du caractère de cette époque nous est donnée par d'autres passages de la même déclaration. Ainsi, les régents qui étaient les représentants des groupes sociaux les plus conservateurs du Royaume annonçaient la constitution d'un gouvernement comprenant: « les représentants des plus larges couches de la nation et des différents courants politiques », la convocation de la Diète, etc.

et aux populistes. Nous n'avons aucune raison de douter de la véracité des informations que Stanisław Głabiński, national-démocrate de Galicie, un des ministres de ce gouvernement, nous donne aussi bien au sujet de l'accord auquel il est arrivé avec Witos, en tant que représentant du Parti Populiste « Piast », qu'au sujet du fameux manifeste du cabinet Świeżyński du 3 novembre 1918, rédigé de manière à flatter la gauche et aussi, à donner satisfaction au Parti Populiste¹¹. Il attribuait la proclamation de ce manifeste aux précédents entretiens qu'un autre ministre, Zygmunt Chrzanowski, avait eus avec des socialistes dont les noms ne sont pas connus et avec lesquels il devait continuer ses pourparlers le lendemain¹². Cependant, le lendemain le Conseil de Régence réussit encore à forcer le gouvernement Świeżyński à démissionner et les délégués des socialistes qui devaient rencontrer Chrzanowski, ne se rendirent pas au rendez-vous fixé avec lui¹³.

De la courte histoire du gouvernement Świeżyński nous noterons encore qu'il ne voulait pas se borner uniquement au Royaume, comme,

¹¹ C'était évidemment un *signum temporis* que ce gouvernement, composé seulement et uniquement de représentants de la bourgeoisie qui, jusque alors, n'avait jamais fait preuve de penchant pour la démocratie, annonçait: «La nation polonaise doit avoir immédiatement un gouvernement qui sera l'expression fidèle et forte de la volonté unanime de la nation. En comprenant qu'à cette heure historique, les intérêts des couches privilégiées doivent céder le pas au bien de la Patrie, le gouvernement polonais actuel a pris l'initiative décidée de former immédiatement un gouvernement national, et il a pris cette initiative en accord avec les partis politiques représentant le peuple travailleur polonais.

Le gouvernement national, composé dans sa majorité de représentants du peuple travailleur, doit être formé immédiatement. En restant à notre poste jusqu'à la création d'un gouvernement national qui aura un pouvoir indivisible tant que ne sera convoquée la diète législative, nous faisons appel à la nation, en lui demandant de coopérer à la grande oeuvre entreprise aujourd'hui — à l'oeuvre de l'édification de la République Polonaise » (K. W. Kumanięcki, op. cit., p. 128 et 129).

Cependant, le Conseil de Régence ne voulait pas attendre d'être destitué et remit au plus tôt sa démission à Świeżyński.

¹² Stanisław Głabiński, *Wspomnienia polityczne* [Souvenirs politiques], Pelplin 1939, p. 368 et suiv.

Głabiński explique le ton progressiste de la proclamation du gouvernement Świeżyński avant tout par le désir de faciliter une entente avec les socialistes.

¹³ Selon la relation donnée par Niedziałkowski, Chrzanowski avait eu à Cracovie des pourparlers avec Moraczewski au sujet de la participation des socialistes au gouvernement. Après avoir délibéré avec le Comité Exécutif du Parti Social-Démocrate, Moraczewski rejeta cette proposition, principalement parce que le nombre des portefeuilles prévus pour la gauche était trop modeste. Selon Niedziałkowski, le Parti Socialiste Polonais n'avait pas été informé de ces pourparlers. Il est difficile de vérifier aujourd'hui si cette constatation répond à la vérité. Niedziałkowski relate en outre qu'après son retour de Cracovie, Chrz-

par la nature des choses, avaient dû le faire tous les gouvernements précédents institués par le Conseil de Régence. Premièrement, deux portefeuilles importants avaient été confiés à des hommes politiques d'en dehors du Royaume: celui des Finances — à Józef English de la Pologne prussienne, et celui des Affaires Etrangères — à Stanisław Głabiński, des territoires annexés par l'Autriche. En outre, au gouvernement Świeżyński, transformé en gouvernement de coalition, devaient participer d'autres ministres d'en dehors du Royaume et, de plus, ce gouvernement avait fait des démarches tendant à se subordonner la Galicie et la Silésie de Cieszyn, instituant pour ces territoires un « commissaire général » en la personne du prince Witold Czartoryski. En général, pour donner un résumé de ces tentatives, réalisées seulement en partie, nous pouvons constater que Świeżyński voulait être premier ministre de toute la Pologne.

Un sens semblable pouvait avoir la mission, freinée dès le début par l'institution du gouvernement de Lublin, mission qui avait pour but de constituer un « gouvernement national » et dont avaient essayé de se charger à Cracovie Stanisław Głabiński et Władysław Grabski, délégués du « Comité ministériel » nommé par le gouvernement Świeżyński¹⁴. Notons en marge qu'ils comptaient avant tout sur la collaboration de Witos. Le même sens avait également l'initiative du Conseil de Régence tendant à instituer un « gouvernement national » présidé par Eustachy Sapieha ou, éventuellement, par Stanisław Głabiński¹⁵.

L'histoire du gouvernement, dit gouvernement de Lublin (que nous venons de mentionner) ou, comme il se dénommait lui-même: Gouverne-

nowski avait proposé un gouvernement de coalition basé sur la parité, mais sans la participation des activistes. « Le Ministre de l'Intérieur de l'époque — prétend Niedziałkowski — a commis une erreur en s'adressant à des personnes qui ne jouaient pas un rôle important dans les partis de gauche et n'étaient pas membres de ces partis, mais que la société de Varsovie considérait comme faisant partie de la gauche (l'avocat Paschalski et d'autres) ... Paschalski informa le Comité Central du Parti Socialistes Polonais des intentions de Świeżyński, mais le Comité se trouvait alors à Lublin et avant que cette information ne lui parvînt, le gouvernement Świeżyński avait déjà cessé d'exister », « Niepodległość » [Indépendance] t. XV. Par conséquent, il est difficile d'établir comment se présentait en réalité la question de la rencontre dont parle Głabiński (et qui, selon Chrzanowski, a eu lieu).

¹⁴ S. Głabiński, op. cit., p. 372.

¹⁵ Le fait même que le Conseil de Régence se soit adressé de nouveau au « démocrate national » est très caractéristique, surtout si on l'oppose d'une part à la réaction du Conseil lors de la « révolte » de Świeżyński et, d'autre part, aux efforts consacrés à faire revenir Piłsudski à Varsovie. A ce sujet, Głabiński écrit entre autres: « ... En même temps, une seconde surprise m'attendait à Cracovie. Deux délégués du Conseil de Régence, Pułaski — ancien président du Conseil d'Etat et Bądryński, ancien vice-président, ayant appris à Varsovie que j'étais

ment Provisoire de la République Populaire de Pologne, ou Gouvernement Populaire Provisoire de la République de Pologne, a déjà été décrite plus d'une fois dans notre littérature et cette esquisse n'a pas pour objet d'analyser les opinions contradictoires au sujet de son caractère ¹⁶. Néanmoins, il nous faut attirer l'attention sur un problème essentiel pour nos considérations.

Le gouvernement de Lublin s'est formé dans la nuit du 6 au 7 novembre, mais les préparatifs précédant son institution se sont évidemment poursuivis pendant plusieurs jours, au cours desquels certains

parti pour Cracovie, s'y rendirent en toute hâte pour me remettre une lettre du Conseil de Régence. Dans cette lettre, le Conseil renonçait à ses pouvoirs au profit d'un gouvernement national et faisait en même temps appel à moi pour former un tel gouvernement composé de représentants des principaux partis politiques polonais. Ainsi, après mûre réflexion, le Conseil avouait avoir commis une erreur dans une période difficile pour la Pologne. Mais cette réflexion était venue trop tard. Je ne pouvais plus songer à convaincre les socialistes au moment où ils avaient trahi le camp national et avaient choisi la voie de la révolution. Sans prendre conseil de qui que ce soit, je refusais donc la proposition du Conseil de Régence, d'autant plus que le gouvernement Świeżyński avait déjà déclaré qu'il ne reconnaissait pas ce Conseil comme autorité suprême de la nation. Il est vrai que je m'étais déjà entendu avec Witos au sujet de l'entrée des populistes dans le gouvernement national, mais la proclamation du gouvernement de Lublin avait créé une situation nouvelle. En outre, le manifeste révolutionnaire proclamé par ce gouvernement, ainsi que la nouvelle qu'un train militaire, envoyé par le général Rozwadowski pour donner du renfort à Lwów, avait été arrêté à Lublin, avaient provoqué dans les milieux nationaux une telle indignation qu'à ce moment il ne pouvait être question d'un compromis avec eux » (op. cit., p. 372—373). Cependant, il est intéressant de noter que malgré cette opinion, Głabiński fut bientôt d'avis que la candidature de Daszyński au poste de premier ministre était parfaitement acceptable, et même bien plus que celle de Moraczewski.

Le prince Eustachy Sapieha était encore moins désigné que Głabiński pour former un gouvernement de coalition. Presque tous les historiens sont d'accord sur ce sujet. Ainsi Władysław Pobóg-Malinowski, actuellement en France, écrit: « Un premier ministre au nom si retentissant ne pouvait qu'approfondir l'abîme entre la société et les régents », *Najnowsza Historia Polityczna Polski 1864—1945 [Histoire Politique de la Pologne 1864—1945]*, t. I. Paris, 1953, p. 363.

¹⁶ Pour illustrer les différentes appréciations, il est bon de rappeler que, par exemple, Henryk Wereszycki, en constatant que Witos, dirigeant du Parti Populiste « Piast » refusait de participer à ce gouvernement, dit: « Ainsi, le „gouvernement de Lublin” était basé sur le Parti Socialiste Polonais et le Parti Social-Démocrate, sur les populistes radicaux du Royaume et les radicaux de l'intelligenzia. La force armée était représentée par l'Organisation Militaire Polonaise. » Après avoir constaté ces faits au sujet desquels tout le monde est d'accord, Wereszycki ajoute: « Ce gouvernement n'a duré que trois jours, mais il a contribué à un changement essentiel de la situation politique. Son importance consiste cependant dans le programme que le manifeste a défini, programme dont la hardiesse a entraîné les masses et a forcé les représentants des couches supérieures à le réaliser en partie » (*Historia polityczna Polski w dobie powstania*—

de ses auteurs ont eu des pourparlers avec Świeżyński, voire avec le Conseil de Régence. Dubiel, membre du Parti Populiste « Piast », et en même temps membre de l'Organisation A, parle de ces préparatifs et, en soulignant un fragment important, notamment la conférence du 2 novembre, il rappelle entre autres l'argumentation du principal rapporteur — Edward Śmigły-Rydz. Celui-ci justifiait la nécessité de former un gouvernement provisoire républicain-démocrate par la défaite des armées des occupants et, en rapport avec ceci, par la nécessité de maintenir l'ordre et — comme il disait — « de prévenir l'anarchie qui nous menace et de gagner au nouvel Etat polonais les masses paysannes et ouvrières. En outre, cette décision nous est imposée Par l'impopularité

wej 1864—1918 [Histoire politique de la Pologne après l'insurrection, 1864—1918] Varsovie 1948, p. 349). Pobóg-Malinowski insiste encore davantage sur un problème qui est intéressant pour ces considérations. En examinant la situation générale après la chute du gouvernement Świeżyński, il écrit: « Dans cette situation, se fit entendre la voie hardie de la gauche. En effet, en résultat des conférences confidentielles tenues à Cracovie et à Varsovie, les socialistes, les populistes et la fraction radicale de l'intelligenzia décidèrent de prendre le pouvoir en main en créant le premier gouvernement polonais complètement indépendant » (op. cit., p. 344). Waclaw Sobieski, sympathisant avec la politique de Dmowski, présente cette question tout autrement. Selon lui, les événements se déroulant à l'étranger, surtout en Allemagne, ont encouragé les socialistes à former le gouvernement de Lublin, mais il souligne également: « ... en ayant un tel voisin, ne valait-il pas mieux s'adapter, se „camoufler" (expression de Dmowski) et arborer un masque rouge à l'instar des pays voisins » (*Dzieje Polski [Histoire de la Pologne]* IIe éd., t. III, Varsovie 1938, p. 219).

Par contre, Feliks Honowski, enthousiaste de l'activité déployée au mois d'octobre et de novembre 1918 par le Conseil de Régence s'efforce, d'une part, de prouver que les efforts du Conseil de Régence et du Comité de Paris sont convergents et, d'autre part, il condamne d'une manière décidée le gouvernement de Lublin en tant qu'action séparatiste du Parti Socialiste Polonais et du Parti Populiste Polonais « Wyzwolenie », parce qu'il considère que « ces deux groupements étaient alors le seul point assombrissant l'horizon politique de la Pologne au moment où renaissait la Patrie » (*Parlament i Rząd w Polsce niepodległej [Le parlement et le gouvernement en Pologne indépendante]*, Varsovie 1938, p. 183).

Complètement différente de toutes ces appréciations est la manière dont Andrzej Ajnenkiel présente ce problème dans son dernier ouvrage consacré au gouvernement de Lublin: « Le Gouvernement Populaire Provisoire de la République de Pologne était certainement le résultat du fait que les forces politiques, appelées gauche indépendante, avaient compris que seule la création d'un pouvoir ayant tout au moins extérieurement un caractère de gauche permettrait de maintenir en Pologne, dans la situation de 1918, le régime social et économique existant et de prévenir une révolution... En même temps, ces forces voulaient introduire plusieurs réformes, sans cependant porter atteinte au régime social qui était en vigueur en Pologne » (*Z dziejów Tymczasowego Rządu Ludowego w Lublinie. [Histoire de Gouvernement Populaire Provisoire à Lublin]*. « Kwartalnik Historyczny », 1958, N° 4).

du Conseil de Régence parmi les masses paysannes et celles de l'intelligenza luttant pour l'indépendance qui reprochent au Conseil de n'avoir pas été élu par la nation »¹⁷.

Par conséquent, les principales raisons incitant les partis qui avaient formé le gouvernement de Lublin à se déclarer contre le Conseil de Régence étaient les mêmes que ceux du gouvernement Świeżyński lorsqu'il s'était efforcé de se défaire de ce Conseil. Selon l'intention de ses auteurs, le gouvernement de Lublin devait être un gouvernement représentant toute la Pologne. En même temps, prétendait à ce rôle le cabinet provisoire de Wróblewski, appelé le « gouvernement des fonctionnaires » auquel le Conseil de Régence avait confié les fonctions de gouvernement après la démission de Świeżyński, mais personne, et pas même Wróblewski ne prenait ce cabinet au sérieux, doutant fort qu'il pût exercer le pouvoir. Sous ce rapport, très caractéristique de Wróblewski est le consentement qu'il avait donné de subordonner au gouvernement de Lublin les fonctionnaires dépendant jusque alors du Conseil de Régence, mais sans reconnaître la « légalité » de ce gouvernement¹⁸.

La composition politique du gouvernement de Lublin, à la tête duquel se trouvait Ignacy Daszyński, était cependant différente de celle du gouvernement Świeżyński. En effet, si le gouvernement Świeżyński, avec certaines restrictions, pouvait passer pour le représentant du Club Politique des Partis que nous avons déjà mentionné, le gouvernement de Daszyński à Lublin pouvait être celui des groupements qui, peu de temps auparavant, faisaient partie de la Commission d'Entente des Partis Démocrates du Royaume de Pologne. Nous ne faisons qu'enregistrer ces faits et nous devons en reparler lorsque, en les juxtaposant à d'autres phénomènes, il sera possible de les interpréter. Par contre, il est indispensable ici d'attirer l'attention sur le fait qu'en dehors de différentes tentatives qui avaient pour objet de former un gouvernement central

¹⁷ Relation de Gabriel Dubiel du 24 décembre 1936, publiée en annexe à l'ouvrage cité de F. H o n o w s k i.

¹⁸ « Le Président du Conseil des Dirigeants des Ministères présente la situation politique actuelle, en particulier la situation à Lublin. Vu que le gouvernement provisoire qui y a été formé, d'une part, exige des fonctionnaires occupant des postes sur les territoires annexés par l'Autriche, de se subordonner à lui et, d'autre part, leur recommande de remplir leurs fonctions comme auparavant et ne se mêle pas de la manière dont ils les remplissent, on a décidé de leur donner des instructions, leur intimant de remplir leurs fonctions jusqu'au moment où ils en seraient empêchés et d'éviter tout ce qui pourrait faire croire qu'ils reconnaissent ce gouvernement comme gouvernement légal » (Protokoły posiedzeń Rady Ministrów, Archiwum Akt Nowych [Protocoles des sessions du Conseil des Ministres, Archives des Actes Nouveaux], t. I/2/131).

pour le nouvel Etat polonais, de semblables centres du pouvoir se formaient en dehors du Royaume, avec cette différence, qu'ils avaient un caractère purement local¹⁹. Le Conseil National du Duché de Cieszyn²⁰, et avant tout, la Commission Polonaise de Liquidation qui, ayant été constituée vers la fin du mois d'octobre, s'efforçait de s'assurer le pouvoir sur toute la Galicie, étaient de tels centres du pouvoir. Cette Commission, dont faisaient partie aussi bien les représentants du Parti Démocrate-National que les socialistes et les populistes, ressemblait nettement à une coalition. Les conservateurs ne faisaient pas partie de la présidence de la Commission et payaient ainsi le tribut de leur fidélité à la monarchie des Habsbourg²¹.

¹⁹ Parallèlement à la création des nouveaux organes locaux du pouvoir, parmi les différentes institutions polonaises fonctionnant ici auparavant, existait la tendance à se subordonner au pouvoir central. Ainsi, par exemple, la Section Nationale qui représentait la Diète de Galicie, a adressé le 30 octobre 1918 une lettre au Conseil de Régence, aux bons soins de Świeżyński, en disant qu'elle était prête à mettre à la disposition du gouvernement de la Pologne unifiée dès que cela serait possible « les hommes, les institutions et les réserves » qui lui étaient subordonnés (comparer S. Głabiński, op. cit. p. 396).

²⁰ On entreprit d'ailleurs très tôt l'organisation de ce centre, mais le Conseil ne se constitua définitivement que le 30 octobre (abbé Jan Londzin — président, Tadeusz Reger et Jan Michejda — vice-présidents). Le Conseil prit le pouvoir dans les districts de Bielsko, Cieszyn et Fryszak. Il proclama que le duché de Cieszyn faisait partie de l'Etat polonais. Le 5 novembre 1918, le Conseil conclut avec Narodni Vybor, son équivalent tchèque, un accord au sujet du partage de la Silésie de Cieszyn, partage basé sur des principes ethnographiques. Du point de vue formel, le président du Conseil National à Cieszyn fut adjoint à la Commission Polonaise de Liquidation à Cracovie, mais en réalité, le Conseil déployait une activité autonome. Ce n'est qu'au point de vue militaire que s'effectua l'union de la Silésie de Cieszyn et de la Galicie.

²¹ La constitution de la Commission fut précédée le 24 octobre, d'une réunion à Cracovie des députés, membres du Parti National-Démocrate, du Parti Populiste et du Parti Social-Démocrate. Au cours de cette réunion, on décida de créer la Commission Polonaise de Liquidation comme organisme polonais, autorisé à reprendre le pouvoir sur les territoires annexés auparavant par l'Autriche. Finalement, la décision concernant la création de la Commission fut prise le 28 octobre, pendant une réunion des députés de tous les partis. La Commission était composée comme suit: 6 membres du Parti Populiste « Piast », 4 socialistes, 4 membres du Parti National-Démocrate, 3 démocrates, 2 conservateurs, 3 représentants des petits groupes et 1 Silésien. Cependant, les difficultés politiques qui se manifestèrent à l'intérieur de cette Commission firent que seule sa présidence provisoire fut désignée. En faisaient partie: Witos (président), Daszyński et Tertil. D'ailleurs, une réorganisation eut lieu peu de temps après, lorsque la présidence de la Commission fut formée comme autorité locale des territoires annexés auparavant par l'Autriche. Le 4 novembre, cette présidence fut constituée comme suit: Witos (président), Ptaś, Moraczewski et Tertil. (Pour plus de détails voir: Adam Próchnik, *Pierwsze piętnastolecie Polski niepodległej [Les quinze premières années de la Pologne indépendante]*, Varsovie 1957, p. 20 et suiv.).

Il est vrai que la Commission de Liquidation ne s'est subordonnée ni au gouvernement formé par le Conseil de Régence, ni à celui de Lublin mais, en principe, se considérant elle-même comme autorité pour une seule région, elle était prête à se subordonner à un gouvernement central qu'elle aurait reconnu comme « gouvernement national »²². Il est caractéristique de cette région que ce n'est qu'ici que s'est formée une vraie coalition des partis, ce qui a eu pour résultat que les noms des membres de la Commission de Liquidation se répètent soit dans les conceptions d'élargissement du gouvernement Świeżyński (par exemple: Witos), soit dans la composition du gouvernement de Lublin (p. ex.: Daszyński et, du point de vue formel, aussi Witos).

Nous retrouverons en Pologne prussienne le même phénomène d'un pouvoir uniquement local, tendant en principe à s'unir au gouvernement central. Cependant, par suite du rapport des forces spécifique de cette région et de sa façon, différente de celle des autres territoires occupés, d'envisager son incorporation à l'Etat polonais, la situation était ici beaucoup plus compliquée.

La révolution en Allemagne fut le point de départ des changements politiques qui se sont opérés en Pologne prussienne. En effet, ces changements se manifestèrent, entre autres, par la création, le 10 novembre, à Poznań, d'un Conseil des Soldats qui, le lendemain, se transforma en Conseil des Ouvriers et des Soldats, réorganisé d'ailleurs le 13 novembre sous la pression des soldats polonais. La forme que ce Conseil prit alors, se maintint pendant assez longtemps. Il se composait de 11 soldats (6 Allemands et 5 Polonais) ainsi que de 11 représentants du Conseil des Ouvriers (6 représentants avaient été délégués par le « camp national polonais », et 5 par la social-démocratie). A la tête du Conseil, composant son présidium, se trouvaient: Celestyn Rydlewski (national-démocrate), August Trachtman (Allemand du Conseil des Soldats) et Tadeusz Matuszewski (social-démocrate).

Ce pouvoir administratif local qui n'a duré que quelques semaines, n'avait donc pas un caractère purement polonais, bien que les Polonais y eussent été en grande majorité. Il n'était, de plus, en aucun rapport, de droit ou de fait avec le gouvernement central à Varsovie qui avait

²² La controverse qui se poursuivait à l'intérieur de la Commission, n'avait trait qu'à la manière dont il fallait former le pouvoir suprême de l'Etat. La plupart des partis de Galicie voulaient d'ailleurs reconnaître le Conseil de Régence du Royaume comme un tel pouvoir. Cependant, aucun accord n'intervint à ce sujet et c'est par un échec que se termina la mission dont le Conseil de Régence avait chargé le prince Witold Czartoryski et Bądzyński. Je passe sous silence, de propos délibéré, la situation à Lwów et aux confins des territoires ethnographiques polonais et ukrainiens (Przemyśl), car par suite du conflit armé polono-ukrainien la situation devait s'y développer différemment.

été formé entretemps, car les principaux partis politiques de ces territoires, faisant preuve d'une attitude loyaliste à l'égard de l'Entente et du Comité National Polonais à Paris, voulaient voir l'avenir de la Pologne prussienne réglé par la conférence de la paix. Ces partis étaient d'ailleurs convaincus que l'Entente donnerait son consentement à l'annexion à la Pologne des territoires relativement importants de la Prusse. Une telle attitude était caractéristique avant tout de l'organisme principal de la coalition des partis orientés vers l'Entente, lequel s'était constitué tout à fait indépendamment du Conseil des Soldats et des Ouvriers et avait l'ambition non seulement de remplacer ce dernier, mais encore de se transformer en gouvernement local. Cet organisme, c'était le Commissariat du Conseil Populaire Suprême, institué par le Conseil Civique Central, en accord avec le Club Parlementaire Polonais. Or, ce Conseil Civique Central correspondait au Club Politique des Partis²³ existant dans le Royaume, c'est-à-dire à la représentation des partis soutenant la coalition, avec à leur tête les nationaux-démocrates. Le Commissariat du Conseil Populaire Suprême ne se composait que de trois personnes, notamment de l'abbé Stanisław Adamski, Wojciech Korfanty et Adam Poszwiński. Le 14 novembre, par l'intermédiaire des comités civiques locaux, le Commissariat commença à préparer les élections à la Diète provinciale de Poznań. Il siégea les 3, 4 et 5 décembre à Poznań, procédant à l'élection du Conseil Populaire Suprême composé de 80 personnes. La direction de ce Conseil avait déjà un caractère politique nettement défini et les influences socialistes en étaient complètement éliminées²⁴.

Cette nouvelle représentation de la Pologne prussienne décida de continuer la politique qui consistait à attendre les décisions du Congrès de la Paix et à ne pas s'unir jusqu'à ce moment avec les autres territoires polonais²⁵. En même temps, elle reconnut le Comité National Polonais à Paris comme le représentant de ses intérêts à l'étranger²⁶.

²³ S. Filasiewicz, bien informé là-dessus, confirme ce fait (op. cit., p. 550).

²⁴ En faisaient partie: Dr Kryszewicz (président), abbé Wolszlegier et abbé Pospiech (vice-présidents), K. Rzepecki et Dr Meissner, secrétaires), ainsi que 6 commissaires: abbé Stanisław Adamski, Wojciech Korfanty, Adam Poszwiński, J. Ryman (de Silésie), Dr Łaszewicz et Władysław Seyda.

²⁵ Abbé Stanisław Adamski, un des principaux organisateurs de la Diète, constata lors d'une session: « Nous avons accepté d'avance que c'est le Congrès de la Paix qui définirait les frontières occidentales de l'Etat polonais et nous avons déclaré que c'est en toute confiance que nous attendrions cette décision du Congrès ». En même temps, il expliquait: « Pendant près de 150 ans nous avons attendu la réalisation de nos rêves; aujourd'hui au moment où nos espoirs et nos rêves se réalisent, nous saurons patienter ces quelques semaines qui nous séparent du règlement définitif de la question polonaise ».

²⁶ La déclaration de la Diète provinciale proclamait entre autres: « Dans la

Ainsi, dans son ensemble, la situation de la Pologne prussienne différait de celle des autres territoires polonais et de grands changements ne s'y opérèrent qu'après l'insurrection de la Posnanie que le Conseil maîtrisa du point de vue politique, mais qu'il n'avait eu nullement l'intention de provoquer²⁷.

Ce problème dépasse cependant les limites de cette étude. Pour les buts que nous nous sommes fixés ici, il suffira de constater qu'en tenant compte du caractère spécifique de la Pologne prussienne, nous y observons deux phénomènes importants: a) dans une situation difficile pour elle, la bourgeoisie y a finalement réussi à s'assurer le pouvoir suprême, b) ce pouvoir se reconnaît un caractère local et il doit cesser de fonctionner au moment où les territoires de la Pologne prussienne feront partie d'un organisme d'Etat. S'il s'agit des questions internationales, ce pouvoir se subordonne au Comité de Paris qu'il reconnaît comme représentation nationale.

En résumant ces considérations, nous arrivons à la conclusion qu'au moment de la débâcle des puissances centrales, la bourgeoisie polonaise ainsi que les groupes des ouvriers et des paysans qui soutenaient l'idée d'un Etat polonais bourgeois, s'efforçaient d'une manière décidée de créer un gouvernement central. Ceci dit, nous devons admettre que les événements qui ont eu lieu à partir du 10 novembre 1918, c'est-à-dire à partir du jour de l'arrivée de Piłsudski à Varsovie, constituaient la dernière étape de la réalisation de cette tendance. En effet, les groupes qui prétendaient jouer le rôle de gouvernement central (donc le Conseil de Régence et le gouvernement de Lublin) transmirent graduellement le pouvoir à Piłsudski — les pouvoirs locaux, indépendants jusque alors, se subordonnèrent à lui et les forces bourgeoises, dont les tentatives de créer un pouvoir central avaient échoué, reconnurent que c'était lui qui devait remplir cette mission. En d'autres mots: du côté bourgeois de la barricade sociale s'opérait un processus d'intégration autour de la personne de Piłsudski. Dans le nouvel Etat, se formait un gouvernement qui disposait déjà de sa propre administration et de sa

présente période transitoire, avant qu'un gouvernement polonais composé de représentants de toutes les régions de la Pologne ait nommé ses mandataires officiels auprès des gouvernements de l'Entente et au Congrès de la paix, nous remettons la défense de nos intérêts au Comité national polonais de Paris» (selon la traduction de Filasiewicz, op. cit., p. 552).

²⁷ Dans cet article, nous ne pouvons prendre en considération l'histoire particulièrement intéressante de la Pologne prussienne où, à cette époque, l'attitude des masses populaires non organisées était très différente de celle du gouvernement de cette région. L'ouvrage collectif rédigé par K. Piwarski, *Powstanie Wielkopolskie [L'insurrection de la Posnanie] 1918—1919*, Poznań 1958, examine ce phénomène d'une manière approfondie.

propre force armée. En somme, il était d'une importance tout à fait secondaire de savoir combien de partisans ou d'adversaires comptait tel ou tel autre cabinet, puisque ces partisans et ces adversaires reconnaissaient le même pouvoir suprême de l'Etat, ou tout au moins, un même et incontestable facteur de coordination²⁸. Il est également très caractéristique tant du gouvernement social-démocrate de Świeżyński que du gouvernement de Lublin, et enfin du gouvernement formé plus tard par Piłsudski et appelé « gouvernement populaire » de Moraczewski, qu'ils tendaient tous à ce que les élections générales à la Diète eussent lieu aussi rapidement que possible, afin que les plus larges milieux de l'opinion publique consacrent aussi pleinement que possible leur légalité. Ainsi, les élections ordonnées par Moraczewski, se basaient déjà sur un système électoral élaboré précédemment par le gouvernement Świeżyński et dont Mieczysław Niedziałkowski, militant du Parti Socialiste Polonais, était l'un des principaux auteurs.

Le Conseil Suprême de la Nation Polonaise qui devait être formé par Stanisław Grabski, représentant le Comité National Polonais de Paris, et pour lequel on avait obtenu temporairement le patronage de Paderewski, devait en quelque sorte remplacer la Diète et constituer en même temps un organisme consolidant la partie anti-révolutionnaire de l'opinion publique.

Le refus du Parti Socialiste Polonais et du Parti Populiste Polonais « Wyzwolenie » de coopérer à cette entreprise et, ensuite, la formation d'un nouveau gouvernement sous les auspices de Paderewski mirent fin

²⁸ Piłsudski à lui seul constituait incontestablement un tel facteur, car même les plus acharnés de ses adversaires politiques des partis bourgeois de droite l'avaient reconnu comme chef provisoire de l'Etat. Sous ce rapport, très intéressantes sont les opinions des groupes nationalistes extrémistes et celles de l'extrême droite de la démocratie nationale qui, au tournant de 1918 et 1919, n'a d'ailleurs pas épargné ses critiques acérées à Piłsudski et a combattu certaines de ses conceptions. Très caractéristiques de cette période sont les fragments des deux proclamations publiées au moment où, après son retour de Magdebourg, Piłsudski formait son premier gouvernement. Dans l'une d'elles, éditée par le Parti de la Pologne Unifiée, nous lisons entre autres: « Le commandant Piłsudski qui a toute la confiance de la nation, peut être victime d'intrigues des partis. En voulant le compromettre aux yeux de la nation, on l'a entouré d'une bande d'hommes de parti qui mettent à profit la popularité du Commandant pour s'emparer du pouvoir ». Dans la proclamation de l'« Armée de Libération » nous lisons: « Les Juifs ont trouvé des comparses et des valets salariés qui tendent à ce que notre chef Piłsudski n'appartienne en propre qu'au Parti. Cependant, le Commandant est le bien de toute la nation et tous, nous devons veiller sur lui et le défendre ». Les auteurs de ces proclamations font donc une différence très nette entre la position de Piłsudski et celle du cabinet des ministres et, s'ils combattent la candidature de Daszyński, présentée par Piłsudski, ils ne mettent pas en doute le rôle principal que joue dans l'Etat l'ancien commandant de la Ire Brigade des Légions.

à ce projet²⁹. Néanmoins, il représente une tentative intéressante s'efforçant de trouver encore une autre forme de l'union des forces anti-révolutionnaires en un organisme central. Bien qu'il n'ait jamais été réalisé, ce projet était chronologiquement la première tentative d'unir les forces anti-révolutionnaires de toutes les trois parties de la Pologne³⁰.

3. Parallèlement aux phénomènes que nous venons de mentionner s'opère le processus de la création de centres révolutionnaires du pouvoir et — soulignons-le immédiatement pour éviter tout malentendu — nous ne pouvons reconnaître comme tels que les Conseils des Délégués des Ouvriers dans le Royaume. En effet, ne peuvent prétendre à cette dénomination ni les conseils utilisant le même nom, fondés sur les territoires occupés par l'Autriche, ni les conseils populaires de Posnanie et de Poméranie. Le plus tôt, car déjà avant que ne se constitue le gouvernement provisoire de Daszyński, un Conseil des Délégués des Ouvriers avait été fondé à Lublin grâce à l'initiative de Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche. Ce Conseil se composait de représentants de la Social-Démocratie du Royaume et de la Lituanie, du Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche, du Parti Socialiste Polonais, du Bund et du Parti Ouvrier « Poalej-Syjon » et, par conséquent, il pouvait à juste titre se considérer comme le représentant de la classe ouvrière de Lublin. Au cours du premier meeting, organisé le 6 novembre 1918, ce Conseil vota, entre autres, une résolution présentée par le Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche au sujet de la lutte pour la dictature du prolétariat. La situation se compliqua cependant

²⁹ Comme l'annonçait « Robotnik » (N° 17 du 12 janvier 1919), sur les 50 places devant être attribuées à la représentation du Royaume au Conseil, le nombre suivant de places était prévu pour les différents partis: Fédération Populiste — 9 places, Ligue Nationale des Ouvriers — 9, Juifs — 4, Union Nationale — 3, Parti Chrétien-Démocrate et Parti Démocrate-National — 2 places chacun; Parti de la Politique Réaliste, Parti de la Renaissance Nationale, Parti du Travail, Parti Polonais Progressiste, Parti Démocratique Polonais, Parti de l'Indépendance Economique — 1 place chacun.

³⁰ Indépendamment de la proposition de créer un tel Conseil, proposition formulée par différents groupes au cours de la guerre, on peut constater qu'il existait un lien étroit entre les tentatives d'organiser un Conseil au tournant de 1918 et 1919, et le mot d'ordre de sa création, lancé par le Club Politique des Partis au début du mois d'octobre 1918. Le rapport N° 213 du ministère de l'intérieur du 9 octobre 1918 informe que c'est précisément le Club Politique des Partis qui propage le « mot d'ordre enjoignant de convoquer un Conseil National des trois territoires polonais et de ne former qu'ensuite un nouveau gouvernement composé des membres de ce Conseil » (Biblioteka Katolickiego Uniwersytetu w Lublinie, Archiwum Steckiego — Université Catholique de Lublin, Archives de Stecki, cote 577).

quelques heures plus tard, lorsque fut proclamé le Gouvernement Provisoire de la République Populaire de Pologne. Le rapport semi-officiel de l'activité déployée par ce Conseil, met en relief l'ambiance qui y régnait alors. Nous lisons entre autres: « Le Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche — n'a pas confiance dans le gouvernement appelé "gouvernement populaire". La tâche du Conseil des Délégués doit — tout au moins actuellement — consister à contrôler ce gouvernement et à influencer sur lui pour qu'il tienne ses promesses »³¹. Il en résulte incontestablement que le Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche — de la région de Lublin n'avait pas encore à cette époque sa propre conception du gouvernement central et l'attitude de ce parti définissait, dans une certaine mesure, celle du Conseil des Délégués des Ouvriers, la fraction révolutionnaire de ce parti appuyant, en effet, sans aucune restriction le gouvernement Daszyński³².

Dans le bassin minier de Dąbrowa-Górnica, la situation se présentait différemment. Les préparatifs de la formation d'un Conseil datent ici du 2 novembre et le Conseil des Délégués des Ouvriers y fut institué le 8 novembre, dans l'atmosphère orageuse d'une lutte armée contre les forces de la réaction, pendant laquelle un ouvrier — Eugeniusz Furman, fut tué par les soldats des « Forces Armées Polonaises » c'est-à-dire de la *Polnische Wermacht*. La première session du Conseil des Délégués des Ouvriers de Dąbrowa-Górnica, qui eut lieu le 9 novembre, a défini d'une manière très générale mais pourtant précise ce que ce Conseil voulait être. Dans la première motion d'un représentant du Parti Socialiste Polonais — fraction de gauche votée par le Conseil, nous lisons en effet: « Aujourd'hui, au moment où les masses des prolétaires entreprennent la lutte révolutionnaire, le Conseil des Délégués des Ouvriers de Dąbrowa-Górnica, en tant que noyau du pouvoir du prolétariat en Pologne (cette phrase est soulignée par moi — H. J.) transmet son salut révolutionnaire et pro-

³¹ « Głos Robotniczy » [La Voix Ouvrière] N° 81 du 12 novembre 1918.

³² Jan Gutowski, un des plus actifs militants révolutionnaires de Lublin pendant cette période, membre du Parti Socialiste Polonais, fraction de gauche, écrit dans ses mémoires: « Depuis la première session du Conseil des Délégués des Ouvriers, les socialistes et les sociaux-démocrates se sont efforcés de donner au Conseil le caractère d'un centre révolutionnaire qui, au moment donné, serait capable de prendre le pouvoir en main. Par contre, les membres du Parti Socialiste Polonais — fraction révolutionnaire tendaient à faire du mouvement des Conseils des Délégués des Ouvriers un mouvement pour l'indépendance de la Pologne et l'édification de l'Etat polonais, en réduisant le rôle des Conseils des Délégués des Ouvriers à celui d'organismes au service du Gouvernement Populaire ». (*Wspomnienia z pracy partyjnej w Lubelskiem* [Souvenirs de l'activité du parti dans la région de Lublin] 1918—1919, « Z pola walki » [Du champ de bataille] N° 4.)

létarien au Gouvernement des Commissaires du Peuple de Russie qui est le guide de la Révolution Socialiste Internationale ». En outre, le Conseil décida de transmettre ses salutations à Karl Liebknecht et à Friederich Adler qui venaient d'être mis en liberté, ainsi qu'à tous les combattants de la classe ouvrière et du socialisme se trouvant en prison et dans les camps de concentration. En même temps, le Conseil décida « d'adresser un manifeste aux ouvriers de tous les pays, leur demandant de créer des Conseils de Délégués dans les villes et à la campagne et de se préparer à prendre tout le pouvoir en main ». Le Conseil décida en outre de faire appel aux ouvriers afin qu'ils forment la garde rouge armée ³³.

Cependant, le Conseil ne pouvait s'opposer à ce que sur les territoires du bassin de Dąbrowa-Górnica le pouvoir fût entre les mains des partisans du gouvernement de Lublin, soutenus par les détachements des Forces Armées Polonaises qui y étaient stationnées, et combattaient déjà ouvertement le Conseil des Délégués des Ouvriers. Cela n'empêcha pas d'ailleurs le Parti Socialiste Polonais de reconnaître le gouvernement de Lublin et d'agir en son nom, et en même temps, de faire partie du Conseil des Délégués.

Sans vouloir analyser plus à fond l'activité de ce Conseil des Délégués, malgré tout le plus actif et le plus conséquemment révolutionnaire, nous pouvons constater qu'il était un des premiers à proposer la création d'un pouvoir révolutionnaire en Pologne. Cependant, la réalisation de ce projet n'était pas conforme à son idée première et il est difficile de ne pas tenir compte des paroles de M. Bicz, historien officiel du Conseil des Délégués des Ouvriers de Dąbrowa-Górnica, lorsqu'il écrit: « Exception faite des premiers jours de leur existence, le Conseil et sa garde rouge avaient adopté une tactique défensive et ils n'avaient rien entrepris pour s'emparer du pouvoir dans cette région, bien qu'ils auraient pu le faire parce qu'ils disposaient d'une force armée sûre et avaient l'appui assuré de milliers d'ouvriers. Ils auraient pu mettre à profit le chaos qui, pendant la période suivant l'occupation, régnait dans les rangs des ennemis de classe. C'était une erreur que de ne pas désarmer les forces de la bourgeoisie, faibles au début. Le fait d'attendre jusqu'à ce que d'autres régions soient prêtes à entreprendre la lutte pour le pouvoir a permis à la bourgeoisie de briser le mouvement révolutionnaire aussi dans le bassin minier de Dąbrowa-Górnica. »

A ces reproches, justes en principe bien que formulés d'une manière incontestablement trop sévère car ne tenant pas compte des grandes difficultés que ce Conseil devait surmonter, on peut en ajouter d'autres, tels que manque d'un mouvement organisé à la campagne, dans l'armée,

³³ « Głos Robotniczy » N° 84 du 19 novembre 1918.

etc. Il semble cependant, que c'est ailleurs qu'il faut en chercher les causes principales, notamment dans la situation difficile en général, voire dramatique de la gauche ouvrière dans le pays, ainsi que dans le manque d'une direction homogène du mouvement révolutionnaire à l'échelle du pays. N'oublions pas que même l'union des deux partis de la gauche ouvrière ne s'est effectuée que quelques semaines plus tard. En conséquence de cet état de choses, c'est donc précisément à cet échelon que se manifestait l'absence d'une conception nettement définie de la lutte pour le pouvoir. Par conséquent, il serait difficile de rendre les militants de Dąbrowa-Górnica responsables de ne pas avoir créé un centre national du pouvoir révolutionnaire.

A l'échelon des autorités centrales des partis de la gauche ouvrière, la situation n'était claire qu'en apparence. Il est vrai que déjà pendant les premiers jours de novembre, ces partis annonçaient la lutte pour le pouvoir, mais la déclaration commune des directions de la Social-Démocratie du Royaume et de la Lituanie, du Comité Central du Parti Socialiste Polonais, fraction de gauche, et du Conseil des Syndicats à Varsovie, recommandant de fonder des Conseils des Ouvriers, des Paysans et des Soldats n'était pas suffisamment précise au sujet de l'éventuel pouvoir central. Nous y lisons en effet: « Les Conseils des Délégués des Ouvriers, des Paysans et des Soldats s'uniront et formeront une seule grande force qui, en libérant la Pologne travailleuse de l'exploitation et de la misère, l'unira à d'autres pays libérés et en fera une seule famille de pays frères et libres »³⁴. Aussi, rien de surprenant à ce que, malgré leur création dans différents centres, l'activité déployée par ces conseils eût manqué en somme de cohésion. C'était là une des grandes faiblesses des Conseils, mais une faiblesse bien plus grande encore était le manque d'une direction centrale énergique qui leur eût donné un caractère révolutionnaire pour lequel luttaient les membres de la Social-Démocratie du Royaume et de la Lituanie et les membres de la fraction de gauche du Parti Socialiste Polonais, en ayant contre eux toutes les forces de la contre-révolution et exposés, dès le début, aux brimades et aux représailles de la part des organes du gouvernement, des entreprises de travail, etc.

Dans ces conditions, il était très dangereux pour les Conseils que seuls les dirigeants du Parti Socialiste Polonais, qui disposaient d'une

³⁴ Nous lisons dans cette même proclamation: « Choisissez des délégués qui tendront à confier tout le pouvoir politique aux Conseils des Délégués des Ouvriers, des Paysans et des Soldats et à constituer un pouvoir ouvrier — la dictature du prolétariat » (*Socjaldemokracja Królestwa Polskiego i Litwy — materiały i dokumenty 1914—1918 [La Social-démocratie du Royaume et de la Lituanie, matériaux et documents 1914—1918]*, p. 308).

direction bien organisée et avaient accepté en même temps de faire partie des Conseils, aient eu une conception bien définie du pouvoir central de l'Etat. En outre, en tant qu'adversaires de la révolution, ils avaient reconnu d'abord le gouvernement de Lublin et, ensuite, le « gouvernement populaire » formé par Piłsudski et Moraczewski ³⁵.

Cependant, pour garder de justes proportions dans l'appréciation de l'activité des autorités centrales des partis de la gauche révolutionnaire, unis ensuite dans le Parti Ouvrier Communiste de Pologne, nous devons consacrer quelques instants à l'examen de la situation dans laquelle ces autorités devaient déployer leur activité.

La gauche du mouvement ouvrier n'avait des forces organisées de quelque importance que sur les territoires de la Pologne russe où la Social-Démocratie du Royaume et de la Lituanie et la fraction de gauche du Parti Socialiste Polonais avaient déployé leur activité, et aussi en Silésie, en liaison avec la gauche allemande. S'il s'agit de la Silésie, il faut noter que pendant longtemps on ne savait de quel Etat elle ferait partie. Dans la région de Poznań et en Poméranie, de nombreuses raisons historiques avaient contribué à affaiblir les influences du Parti Socialiste Polonais. En Galicie, aussi bien dans les villes qu'à la campagne, les forces se déclarant pour la gauche n'étaient pas organisées

³⁵ En soulignant le rôle particulièrement anti-révolutionnaire du Parti Socialiste Polonais dans les Conseils des Délégués des Ouvriers nous pensons évidemment, avant tout, à la politique de la direction de ce Parti, mais aussi au rôle objectif que ce Parti, souvent inconsciemment, a joué dans les Conseils car, dans de nombreux cas, c'étaient ses membres qui critiquaient le plus sévèrement l'attitude prise par leurs dirigeants. Comme exemple typique de cette situation, nous pouvons citer l'attitude du rayon de Powązki à Varsovie, opposée en principe à la politique opportuniste du Comité Central du Parti Socialiste Polonais. Pendant la session plénière de ce rayon du Parti Socialiste Polonais, qui eut lieu le 26 novembre 1918, on a critiqué sévèrement la social-démocratie parce qu'elle combattait le « gouvernement populaire » de Moraczewski, alors qu'on avait foi dans le caractère révolutionnaire de ce gouvernement, mais, en même temps, on proclamait que « seul un gouvernement populaire, basé sur de solides organisations prolétaires et collaborant étroitement avec elles, serait en état de mener à bien son programme social minimum pour la classe ouvrière ». Dans une résolution spéciale consacrée aux Conseils des Délégués, résolution acceptée à l'unanimité, on écrivait: « Dans la période actuelle de la lutte ouverte pour le socialisme, le prolétariat doit rassembler toutes ses forces autour de ses organisations de combat, c'est-à-dire autour des Conseils des Délégués des Ouvriers, des Paysans et des Soldats.

A Varsovie, le Parti Socialiste Polonais doit consacrer toute son énergie à unir immédiatement les différentes organisations en un seul Conseil des Ouvriers.

Les Conseils des Ouvriers doivent s'efforcer de dominer toute la vie des ouvriers et d'être l'organisme central de combat du prolétariat.

Les Conseils des Ouvriers, avant tout celui de Varsovie, doivent élire au plus

bien que pendant la dernière année de la guerre s'y accentuât de plus en plus nettement l'opposition contre la politique opportuniste de la direction du Parti Social-Démocrate et des partis paysans.

En outre, pour compléter le tableau, il faut dire aussi qu'une partie du prolétariat du Royaume était dispersée très loin de ses domiciles habituels. En effet, par suite de l'évacuation d'une partie de l'industrie à l'arrière du front, de nombreux ouvriers se trouvèrent en Russie déjà pendant la première période de la guerre. Au cours des années suivantes, le recrutement d'abord volontaire et ensuite obligatoire des ouvriers en Allemagne, fut une seconde et encore plus importante raison de l'affaiblissement quantitatif du prolétariat du Royaume. En outre, la fermeture des usines pendant plusieurs années, causée par l'évacuation des machines et des matières premières, contribua également à diminuer sensiblement le nombre de la population dans les centres ouvriers. Seul le bassin minier de Dąbrowa-Górnica connut une situation plus favorable. Les Allemands ayant besoin de charbon, tous les phénomènes

tôt des organismes dirigeants qui répartiront le travail dans la lutte poursuivie. De tels organismes doivent être les Sections du Comité Exécutif du Conseil, et en premier lieu:

1. la section du contrôle des usines et des entreprises industrielles et économiques,
2. la section des travaux publics,
3. „ „ de l'approvisionnement,
4. „ „ des habitations,
5. „ „ des syndicats,
6. „ „ sociale et de l'instruction publique.

Conformément à ses traditions, le Parti Socialiste Polonais doit jouer un rôle d'avant-garde dans l'activité révolutionnaire des Conseils des Ouvriers et il doit combattre toute démagogie déplacée.

Le Conseil des Ouvriers doit s'efforcer de munir d'armes tout le prolétariat.

Le rayon de Powązki du Parti Socialiste Polonais exige catégoriquement qu'un Conseil des Ouvriers Unifié soit convoqué pendant la semaine en cours et que cette convocation ne soit plus différée.

La session commune des Conseils des Ouvriers doit avant tout décréter un système électoral et procéder à l'élection d'une Commission chargée d'organiser des élections justes. L'élection au Comité Exécutif doit être proportionnelle. Le nombre moyen des électeurs par délégué du Conseil des sociaux-démocrates — gauche, du Bund et du nôtre doit être calculé très exactement et il faut corriger d'une manière appropriée le nombre des voix présentées pour chaque liste, afin que le rapport des forces dans le Comité Exécutif (provisoire) réponde aux opinions partagées par les masses ouvrières. Les résolutions concernant l'attitude à l'égard du Gouvernement Populaire ne pourront être prises que lorsque les élections régulières auront eu lieu». (Archiwum Zakładu Historii Partii, Akta Centralnego Wydziału Organ. Agit. PPS [Archives de l'Institut de l'Histoire du Partii — Archives centrales de la Section d'Organisation du Parti Socialiste Polonais] t. 12).

que nous venons de mentionner se manifestèrent ici à une échelle moins importante.

Il est vrai qu'après la révolution en Russie, des réfugiés polonais commencèrent à rentrer au pays et — disons le tout de suite — leur retour remplissait de crainte les milieux réactionnaires du Royaume qui les soupçonnaient de « bolchévisme » à outrance.

En réalité, ces soupçons ne répondaient pas à la vérité. De nombreux ouvriers, surtout ceux qui étaient le plus engagés dans le mouvement révolutionnaire, se trouvaient encore en Russie et les sentiments de ceux qui rentraient étaient partagés. Toutefois, il est vrai aussi que de nombreux membres du Parti Socialiste Polonais qui revenaient de Russie avaient une attitude très radicale, mais cela ne voulait pas dire qu'immédiatement après leur retour ils eussent voulu rompre avec leur parti. Or, pour ceux qui rentraient après quelques années d'absence, le mot d'ordre d'un propre Etat indépendant devait avoir un attrait particulier et il leur était difficile de se rendre compte dès leur arrivée du rapport des forces politiques. En somme, pendant la première période, le renforcement des rangs des partis ouvriers de gauche était beaucoup moins important que ne le croyaient les milieux bourgeois. On pouvait évidemment prévoir des changements plus importants dans un proche avenir, mais pour que ces prévisions pussent se réaliser il eût fallu que les représentants des intérêts des masses populaires aient une direction à la mesure de celle du parti bolchéviste.

Si nous nous souvenons de ces faits, il nous sera plus facile de comprendre le sens des premiers fragments de la déclaration que le Parti Ouvrier Communiste de Pologne a faite le 19 janvier 1919, pendant la session du Conseil des Délégués des Ouvriers de Varsovie: « Comme principaux mots d'ordre de la période actuelle, le Parti Ouvrier Communiste de Pologne lance ceux de la révolution sociale, de la Dictature du Proletariat et de la lutte pour le pouvoir des Conseil des Délégués des Ouvriers. Malgré les conditions particulièrement défavorables à la révolution créées par la destruction de l'industrie et la dispersion du prolétariat, la Pologne, avec d'autres pays du monde capitaliste déclinant, entre dans la période de la révolution sociale, période qui sera consacrée à transformer toute la vie sociale et à l'appuyer sur les principes de la propriété commune des moyens de production et sur le travail obligatoire pour tous ».

Cette déclaration constatait que le Parti Ouvrier Communiste de Pologne était opposé au « gouvernement populaire » formé par Piłsudski et faisait appel à « tous les ouvriers des villes et des villages leur demandant d'être prêts à prendre le pouvoir en main et de consacrer toutes leurs forces à défendre l'existence des Conseils, au sein desquels

devait se former un gouvernement de la dictature du prolétariat, gouvernement qui entreprendrait la reconstruction de la vie économique de notre pays sur des bases socialistes »³⁶.

Par conséquent, au moment où tous les facteurs hostiles à la révolution s'unissaient autour d'un gouvernement qui, d'ailleurs, était à la veille d'un changement essentiel, car le 16 janvier 1919, le cabinet Moraczewski céda sa place au gouvernement déjà ouvertement réactionnaire de Paderewski, la gauche ouvrière ne faisait qu'annoncer que les Conseils formeraient un « gouvernement du prolétariat ». Ajoutons que tout cela ne se passait que deux semaines avant les élections à la Diète qui, par la « volonté du peuple » devaient sanctionner le gouvernement central de l'Etat polonais. Il est vrai que le Parti Ouvrier Communiste de Pologne avait boycotté ces élections et que, sous ce rapport, il avait remporté certains succès, mais la condition indispensable pour remporter la victoire — bien que du point de vue de l'histoire il soit difficile de dire si cette condition était suffisante — consistait à élaborer un programme de lutte pour le pouvoir et à créer en même temps une direction centrale des Conseils en tant que noyau du pouvoir révolutionnaire du pays.

En résumant les considérations que nous avons consacrées à ce sujet, nous pouvons constater nettement que les efforts de tous les groupements anti-révolutionnaires de créer un pouvoir d'Etat homogène avaient été couronnés de succès, alors que les partisans de la révolution avaient trop attendu pour préparer et créer un pouvoir révolutionnaire de même importance. Finalement, la situation était telle, qu'il ne pouvait plus être question d'une période de deux pouvoirs, comme par exemple, cela avait été le cas pendant le période qui a précédé la Révolution d'Octobre en Russie. En effet, l'annonce d'une conférence des plus importants Conseils, prévue pour le mois de février, qui préparerait au cours de quelques mois un Congrès des Conseils, ne pouvait contrebalancer l'autorité d'un gouvernement qui, à cette époque, avait déjà été approuvé par les élections générales. Dans ces conditions, l'annonce d'une conférence ne pouvait donc exercer une grande influence sur la situation existante.

Ainsi, s'il s'agit des opinions différentes qui divisaient la société polonaise, la situation était très nette, mais, évidemment, elle était défavorable aux forces de la nation qui se déclaraient pour la révolution sociale. L'examen de toutes les causes qui ont contribué à cet état des choses, dépasse les limites de cette esquisse qui a uniquement pour but

³⁶ Selon le texte publié dans le « Bulletin » de ce Conseil du 30 septembre 1919.

d'enregistrer les lignes principales des opinions politiques différentes divisant la société polonaise.

4. Tout ce que nous avons dit jusqu'à présent se rapportait aux différents groupes politiques existant sur les territoires polonais et, avant tout, à l'attitude prise par ces groupes à l'égard de l'Etat et du gouvernement. Toutefois, en marge de ce problème, il en existait un autre, spécifique de la Pologne de cette époque, notamment celui de la représentation de l'Etat à l'étranger, c'est-à-dire auprès de l'Entente victorieuse. En effet, le Comité National Polonais de Paris avait été reconnu précédemment par l'Entente comme organisme officiel de la Pologne et, lorsque par suite de la situation dans le pays, il dut y renoncer, il voulut être une sorte de second gouvernement, un « gouvernement extérieur » et plus important en même temps, car ayant un contact direct avec les dirigeants de l'Entente. Cependant, cette conception comportait une lacune évidente que Daszyński a très bien caractérisée dans un de ses discours, lorsqu'il a demandé pourquoi Dmowski, qui se considérait comme chef de l'Etat, ne rentrait pas en Pologne et, en se rendant parfaitement compte de la situation, il assurait ses adversaires que le dirigeant de la démocratie nationale ne reviendrait pas de si tôt ³⁷.

En remettant à plus tard l'explication du bien-fondé de la question posée par Daszyński, nous nous contenterons de constater que Dmowski ne revint en Pologne qu'en 1920 et que le problème du Comité National Polonais et de la représentation de l'Etat polonais auprès de l'Entente se termina par un compromis qui mit fin à un des principaux différends existant dans le camp des adversaires des solutions révolutionnaires.

(Traduit par Janina Kasińska)

³⁷ Ignacy Daszyński, *Z burzliwej doby [Les heures orageuses]*, Lwów 1920 (Discours prononcé à la Diète le 22 février 1922), p. 23.